

Pays: République Islamique d'Iran

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique: « Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ? »

La République Islamique d'Iran est instaurée le 1er avril 1979, produit de la Révolution iranienne. Elle est admise comme Etat membre des Nations Unies le 24 octobre 1945 comme un des 50 membres fondateurs. L'actuel président, Hassan Rohani, est élu aux élections de juin 2013 puis réélu en mai 2017. Il est du parti de la modération et du développement dit "modérée". L'Iran est le seul État officiellement chiite ce qui, avec son nouvel essor, le situe dans le conflit du Moyen-Orient comme un acteur majeur. Nous allons donc voir comment les États membres de l'Union Européenne peuvent peser dans la sortie des conflits du Moyen-Orient dans le cas de la République Islamique d'Iran et si un Agenda pour une paix durable et coopération régionale pérenne serait envisageable.

Afin de sortir des conflits du Moyen-Orient, plusieurs acteurs doivent être en accord, ce qui pose un défi. Le fait que l'Iran et l'Arabie Saoudite soient rivaux rend la situation encore plus importante. L'Iran est présent au conflit syrien comme allié du régime de Bachar Al-Assad et comme allié des houthistes au Yémen pendant que l'Arabie Saoudite soutient l'opposition. Une sortie des conflits serait, pour l'Iran, la victoire du régime de Bachar Al-Assad.

Pour le conflit syrien, l'Iran soutiendra le gouvernement de Bachar Al-Assad jusqu'à la victoire contre le terrorisme, le retour des réfugiés syriens dans leur pays et la reconstruction de la Syrie. Il faut constater que la Syrie a été le seul pays à soutenir ouvertement l'Iran pendant la guerre Iran-Irak de 1980. De plus, les membres du clan de Bachar Al Assad, qui gouverne la Syrie depuis 1970, sont pour la plupart de confession alaouite (environ 10 % de la population du pays), considérée comme une branche du chiisme, ce qui augmente le soutien de la République Islamique de ce régime. Pour cela, l'Iran ne croit pas que les États membres de l'Union européenne peuvent être les initiateurs d'un Agenda pour la paix durable puisque c'est un conflit d'intérêt régional et non européen.

Actuellement il n'y a rien qui fasse revenir la population syrienne mais la République Islamique d'Iran vise à aider dans la reconstruction de la Syrie. Dans une analyse de la dernière enquête réalisée en Turquie montre que plus de 70 % des réfugiés interrogés en 2015 désirent rentrer au pays lorsque les affrontements prendront fin (World Bank Document). Pour l'Iran, la paix et la reconstruction sont deux faces de la même pièce.

Pour le conflit yéménite, l'Iran veut que la communauté européenne adopte des mesures afin de relancer l'Accord de Stockholme et l'implémenter dans toutes ses facultés puisque cet accord est un test décisif afin de voir la viabilité des futurs projets pour la paix au Yémen. La République Islamique d'Iran vise à régler la crise politique au Yémen et comprend l'importance de cesser les attaques militaires afin que la crise humanitaire s'améliore, spécialement dans le cadre du coronavirus.

En fin janvier 2019, l'Iran et la Syrie signent 11 accords et protocoles d'entente dont un accord de coopération économique « stratégique » et à « long terme » : réhabilitation d'infrastructures et construction d'une centrale électrique entre autres. De plus, en février, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif fait part de « la disposition des entreprises iraniennes à coopérer économiquement avec la Syrie pendant la période de reconstruction ».

La présence sur le long-terme d'Iran dans la Syrie veut être concrétisée à travers, par exemple, de la construction d'une ligne de chemin de fer reliant les deux pays via Irak. Ce projet et la centrale

électrique seront financés non par le gouvernement syrien, mais par le conglomérat iranien MAPNA (Power Plant Projects Management Company) à hauteur de 400 millions de dollars.

Cependant, tant que la coalition anti-Iran continuera à exister au Moyen-Orient, ces projets ne seront ni envisageables en Syrie ni au Yémen. L'Iran demande que les États-Unis retirent leur appui politique et militaire à l'Arabie Saoudite et à la coalition anti-Iran, de même qu'une interdiction des ventes d'armes aux saoudiens venant de certains pays tels que les États-Unis.

En conclusion, l'Iran pense que le conflit au Moyen-Orient doit être résolu régionalement plutôt que par intervention européenne et même s'il espère que la crise humanitaire au Yémen s'améliorera, il ne retirera pas le soutien au régime de Bachar Al-Assad jusqu'à sa victoire. La République Islamique d'Iran aimerait, par contre, améliorer ses relations avec les pays européens puisque sa position stratégique sur le Golfe Persique et le Détroit d'Ormuz, lui offre des routes rapides pour l'acheminement du pétrole vers des pays développés.